



**PRÉFET  
DE LA LOZÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
Interministérielle  
et de l'Appui territorial**

**LE PREFET**

Mende, le 21 octobre 2024

Monsieur le Directeur,

Dans le prolongement de l'instruction de votre activité relative au changement d'exploitant au lieu-dit « combe Longue » sur le territoire de la commune nouvelle de Lachamp-Ribennes, je vous notifie en pièce jointe, une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PREF-DCIAT-BCPPAT-2024-295-002, du 21 octobre 2024.

Je vous précise qu'en application des dispositions de l'article R171-1 du code de l'environnement, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale d'un mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le préfet,

*Pour le préfet et par délégation,  
Le chef du bureau de la coordination,  
des politiques publiques et de l'appui territorial*

**Marie-Claire VIOLAC**

**Monsieur le Directeur  
SAS La lauze de Champagnac  
Lieu dit la combe longue  
Champagnac  
48100 Lachamp-Ribennes**

**Copie à :**

**- UID DREAL**

**- Madame le maire de la commune de Lachamp-Ribennes**

PREF/DCIATBCPPAT/N° 421  
Affaire suivie par : Sylvie PAGES  
3 rue du Faubourg Montbel  
48005 Mende CEDEX  
Tél. : 04 66 49 67 76  
Mél. : sylvie.pages@lozere.gouv.fr  
Site internet : www.lozere.gouv.fr





**PRÉFET  
DE LA LOZÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
d'Occitanie  
Unité Interdépartementale Gard-Lozère**

Arrêté Préfectoral complémentaire n° PREF DCIAT BCPPAT n° 2024 - 295-002 du 21 OCT. 21  
autorisant à la société La Lauze de Champagnac à se substituer à  
Monsieur Jean-Paul ITIER pour l'exploitation de la carrière à ciel  
ouvert de schistes au lieu-dit « Combe Longue » sur le territoire  
de la commune nouvelle de Lachamp-Ribennes

Le Préfet de la Lozère  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-19-2, L.511-1, L. 515-1, L.516-1, R.516-1, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°93-1370 en date du 2 août 1993 autorisant la mise en exploitation d'une carrière soumise à enquête publique sur la commune de Chanac au lieu-dit « Le sec »
- Vu** l'arrêté préfectoral n°04-0040 du 16 janvier 2004 autorisant l'entreprise de Jean-Paul ITIER à exploiter une carrière de schistes au lieu-dit « La Combe Longue » sur le territoire de la commune de LACHAMP pour une durée de 30 ans ;
- Vu** le courrier de la société La Lauze de Champagnac datant du 24 juin 2024 demandant le transfert de l'autorisation d'exploiter une carrière au lieu-dit « La combe Longue » sur la commune nouvelle de Lachamp-Ribennes à son bénéfice;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 1<sup>er</sup> octobre 2024 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral adressé le 1<sup>er</sup> octobre par courrier à l'exploitant au titre du contradictoire prévue à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;
- Vu** les observations de l'exploitant en date du 16 octobre 2024 ;

**Considérant** que la société La Lauze de Champagnac a fait la demande de transfert d'autorisation pour pérenniser l'approvisionnement de schistes sur le territoire ;

**Considérant** que la société dispose des capacités techniques et financières permettant l'exploitation de la carrière dans le respect des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le pétitionnaire dispose de la maîtrise foncière avec une convention écrite avec le propriétaire des parcelles ;

**Considérant** que certaines dispositions de l'autorisation doivent être mises à jour pendant la durée de prolongation de l'autorisation proposée ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Bénéficiaire de l'autorisation**

La société La Lauze de Champagnac (n° SIRET: 929 165 470 00014) est autorisée à se substituer à Monsieur Jean-Paul ITIER pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert située au lieu-dit « La combe Longue » sur la commune nouvelle de Lachamp-Ribennes, autorisée par l'arrêté préfectoral n°04-0040 du 16 janvier 2004 susvisé.

La société La Lauze de Champagnac bénéficie de l'intégralité des droits et doit se conformer à toutes les obligations attachées à l'autorisation préfectorale du 16 janvier 2004 susvisée.

### **Article 2 – Garanties financières**

La société La Lauze de Champagnac doit se conformer aux obligations mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004 susvisé, relatif à la constitution des garanties financières. Le montant actualisé pour la phase quinquennale en cours (phase 5 : du 16/01/2024 au 16/01/2029) est de 3 691 euros. La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est 129,8 (Juin 2024, parution au JO le 14/08/2024).

En tout état de cause les garanties financières sont maintenues jusqu'à l'achèvement de la remise en état dans les conditions prévues par le code de l'environnement.

Dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet un acte de cautionnement d'un montant minimum de 3 691 euros correspondant à la période s'étalant du 16/01/2024 au 16/01/2029 et établi conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

### **Article 4 : Délais et voies de recours (art. L.171-11 du code de l'environnement)**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté ou par l'application Télérécourse citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr):

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont

l'adresse figure à l'article 1er\* ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 5 - Information des tiers**

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale complémentaire est déposée à la mairie de Lachamp-Ribennes et peut y être consultée ;
- Cet arrêté est affiché à la mairie de Lachamp-Ribennes pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.
- L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

#### **Article 6 – Exécution et copie**

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et Madame la maire de Lachamp-Ribennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Fait à Mende, le  
Le Préfet

21 OCT. 2024

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale

Laure TROTIN

1. AUTO PROLIN

Point de contact et de réception  
la secrétaire générale